

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1902.

Projet de loi mettant à la disposition du Gouvernement une somme de sept millions de francs affectée à des subsides extraordinaires en faveur des villes d'Ostende et de Spa (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. JOS. HOÏOIS.

MESSIEURS,

La Commission, qui a eu à examiner un précédent projet de loi sur le jeu, avait estimé, comme la Chambre le fit à son tour, que ce projet devait garder exclusivement le caractère d'un ensemble de dispositions d'ordre pénal.

Mais son rapporteur, répétant ce qu'il avait eu l'honneur de déclarer précédemment à la Chambre, avait inséré dans celui de ses rapports qui fut déposé par lui sur le bureau de la Chambre le 28 juin 1901 : « Rien n'empêche de venir en aide, par la voie du budget extraordinaire, aux communes dont la situation, à la suite du vote de cette loi, appellerait éventuellement l'assistance de l'État. » Il avait même été prié par la Commission d'ajouter que « celle-ci avait émis cet avis que, dans sa pensée, il n'y aurait aucune objection de principe à ce que des subsides fussent votés en faveur des communes atteintes par l'application de la loi sur le jeu ».

C'est à raison de ces déclarations et à raison du langage tenu d'autre part, le 13 août 1901, au nom des Commissions sénatoriales réunies, que le Gouvernement a saisi le Parlement d'un projet de loi tendant à mettre à sa

(1) Projet de loi, n° 59.

(2) La Commission était composée de MM. BEERNAERT, *président*, NERINCKX, DECOCK, FRÉDÉRIC DELVAUX, HOÏOIS, CARTON DE WIART, VANDERVELDE.

disposition sept millions à affecter à des subsides extraordinaires en faveur des villes d'Ostende et de Spa.

La Commission trouve que c'est avec raison que le Gouvernement, tenant compte des rétroactes parlementaires et de la différence des situations respectives, n'a pas cru devoir étendre à d'autres localités le bénéfice des dispositions tout exceptionnelles dont il a pris l'initiative en faveur de Spa et d'Ostende.

La logique eût peut-être exigé qu'il le fit, si l'objet de ces dernières avait eu, dans son esprit, le caractère d'une indemnisation proprement dite accordée à Ostende et à Spa du chef de l'atteinte portée par la nouvelle loi à l'organisation actuelle de leurs cercles de jeux. Mais, le Gouvernement n'a pas songé à lui donner ce caractère. S'il l'eût fait, il eût été certain, d'ailleurs, de ne pouvoir compter sur l'assentiment de la Chambre. Celle-ci, en effet, à maintes reprises au cours de séances récentes, a nettement fait entendre, par l'organe d'un grand nombre de ses membres, qu'elle était décidée, si elle accordait éventuellement à Ostende et à Spa une assistance pécuniaire, à ne pas assigner à celle-ci le caractère d'une indemnité, que ne pourrait pas justifier la circonstance que ces villes ont vu s'installer sur leur territoire des tenanciers de cercles de jeux assez habiles pour parvenir à tourner impunément les dispositions de la loi pénale en vigueur.

Tout en déclarant qu'il cherche « à parer aux difficultés financières qui résulteront pour Ostende et Spa de l'application de la loi concernant le jeu », le Gouvernement ajoute du reste, dans son Exposé des motifs, que « ce ne sont pas les intérêts particuliers de ces deux localités qui justifient exclusivement la mesure exceptionnelle qu'il propose. — tout un côté de la situation économique du pays étant en cause, car Ostende et Spa jouent, dans l'économie générale du pays, un rôle important à raison des apports de dépense de la riche clientèle étrangère qu'elles attirent en Belgique ».

La Commission voit, en conséquence, dans le projet de loi une véritable annexe au projet de budget extraordinaire et pas autre chose. Les subsides dont le vote est demandé au Parlement en faveur d'Ostende et de Spa lui apparaissent comme tendant uniquement à permettre d'effectuer des travaux d'utilité publique, que rien n'empêche de subsidier. S'ils sont subsidiés plus largement qu'ils ne le seraient si on se bornait à observer les usages suivis généralement et les règles administratives consacrées par la pratique, on peut tenir compte de l'avantage qu'il y a à attirer le plus possible les étrangers à Ostende et à Spa.

Il en eût été autrement si le Gouvernement eût songé à faire subsidier des deniers de l'État des travaux purement somptuaires.

Le projet ne spécifie pas, même quant à leur genre, les travaux auxquels devront être affectés les sept millions demandés à la Législature. Aussi, la Commission, désireuse d'éclairer la Chambre et de sauvegarder pleinement les prérogatives du Parlement, a tenu à provoquer à cet égard des explications précises.

Elle a, en conséquence, chargé son rapporteur d'adresser à M. le Ministre des Finances la lettre dont la teneur suit :

28 février 1902.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Commission spéciale est d'accord avec le Gouvernement sur ce point que les subsides sollicités au profit d'Ostende et de Spa ne pourront en aucun cas servir à équilibrer le budget ordinaire de ces villes et qu'ils devront être affectés à des travaux extraordinaires.

Mais, elle se demande pourquoi la détermination de ces travaux devrait être abandonnée exclusivement à l'appréciation du Gouvernement. Les Chambres législatives ont pour tâche d'arrêter et de contrôler les dépenses publiques, elles ne peuvent voter les budgets qu'article par article et elles ont le droit d'amender et de diviser chaque article. Il semble qu'il n'y a dans l'espèce aucune raison de faire exception à cette règle fondamentale de notre droit public.

La Commission m'a prié de vous faire part de son sentiment à ce sujet.

Elle pense qu'on devrait indiquer dans la loi les objets auxquels les subsides sollicités devront être affectés. Elle vous prie de bien vouloir lui en faire tenir, en conséquence, l'énumération détaillée.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Jos. HOYOIS.

M. le Ministre des Finances a fait parvenir à la Commission la réponse que voici :

Bruxelles, le 30 avril 1902.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de répondre à la lettre que vous m'avez écrite au nom de la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi mettant à la disposition du Gouvernement une somme de 7 millions affectée à des subsides extraordinaires en faveur des villes d'Ostende et de Spa.

Il est bien vrai, Monsieur le rapporteur, que les Chambres ont pour tâche, comme vous le rappelez, d'arrêter et de contrôler les dépenses publiques. Mais je ne pense pas que le projet de loi, tel qu'il est conçu, méconnaisse ce principe. L'objet de la dépense, en effet, n'est pas le coût de certains travaux spécifiés, mais bien l'intervention pécuniaire de l'État en faveur des deux villes désignées, dans la limite de la somme fixée pour chacune d'elles, par voie de subsides affectés exclusivement à leurs dépenses extraordinaires. Il ne s'agit donc pas, pour la Législature, de statuer *spécialement* sur des dépenses afférentes à des travaux déterminés, — lesquelles sont, en fait, des dépenses communales, — mais sur un crédit qui participe de la nature de ceux affectés aux subsides divers prévus dans nos budgets.

Nombreux sont, Monsieur le rapporteur, les subsides alloués par l'Etat, notamment à la commune — sans parler de ceux que le Gouvernement

accorde à des sociétés et à des particuliers — et leur total atteint chaque année une somme très considérable : il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les budgets des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Agriculture (subsidés pour construction d'écoles, d'églises, pour la voirie, etc.).

Les dépenses de l'État correspondant à ces subsides sont votées par la Chambre sur la seule indication spécifique de l'objet. Les Chambres n'allouent pas tel subside à telle commune pour telle dépense dont elles ont apprécié spécialement l'utilité ; elles mettent à la disposition du Gouvernement certaines sommes affectées globalement à des subsides en vue d'objets déterminés seulement quant à leur espèce.

Le projet de loi, Monsieur le rapporteur, ne me paraît donc s'écarter aucunement de l'usage constant en matière de vote des dépenses publiques.

Selon les termes de votre missive, « la Commission se demande pourquoi » la détermination de ces travaux devrait être abandonnée exclusivement » à l'appréciation du Gouvernement ». Le Gouvernement n'a pas songé à se faire octroyer pareille latitude : il a pris soin de déclarer dans l'exposé des motifs que les fonds mis à sa disposition « seront exclusivement affectés à des » travaux extraordinaires de voirie, d'hygiène et d'utilité générale ». De plus, répondant à la demande de renseignements de la Commission spéciale, j'ai développé cette énonciation de l'exposé des motifs par des indications précisant la manière dont le Gouvernement entend, comme l'exprime le projet, « déterminer l'emploi » du crédit mis à sa disposition.

Les déclarations insérées dans l'exposé des motifs et les indications contenues dans la note que j'ai eu l'honneur de vous transmettre le 19 courant, lesquelles seront insérées dans le rapport, sont de nature à donner au Parlement toutes les garanties désirables. Ce serait mettre en suspicion la sincérité des engagements pris spontanément par le Gouvernement, que d'insister pour faire insérer dans le texte de la loi l'énumération détaillée des objets auxquels les subsides doivent être affectés. Je ferai remarquer, au surplus, que ceci serait actuellement impossible en pratique : il faudrait, pour que l'on pût entrer dans les vues de la Commission, que le programme complet, les plans et les devis des travaux à subsidier fussent définitivement arrêtés par les administrations communales intéressées et adoptés par le Gouvernement.

Agréez, je vous prie, Monsieur le rapporteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

P. DE SMET DE NAEYER.

Voici, en outre, le texte de la *Note* que M. le Ministre des Finances avait envoyée à la Commission spéciale quelques jours auparavant et qui est visée dans la lettre ci-dessus :

NOTE

Comme l'énonce l'exposé des motifs, les crédits sollicités seront affectés exclusivement à des travaux extraordinaires de voirie, d'hygiène et d'utilité générale.

En ce qui concerne Spa, le Gouvernement n'est pas actuellement en mesure de donner des indications complètes au sujet des travaux dont la nature vient d'être rappelée. Il peut cependant mentionner dès à présent les objets suivants :

- 1° Parachèvement du réseau d'égouts et épuration des eaux d'égouts;
- 2° Four pour l'incinération des immondices de la Ville;
- 3° Réfection générale du pavage;
- 4° Érection d'une nouvelle école moyenne ;
- 5° Amélioration de la place Royale ;
- 6° Acquisition du Jardin des Roses et des maisons joignantes.

Quant à Ostende, l'énumération suivante répond à la question posée :

- 1° Pavage des rues nouvellement créées sur les territoires annexés, et amélioration du pavage de l'ancienne ville;
- 2° Amélioration de l'entrée de la ville aux abords de la gare;
- 3° Construction d'un nouveau réseau d'égouts;
- 4° Alimentation de la ville en eau potable;
- 5° Achèvement de l'église SS. Pierre et Paul;
- 6° Construction d'une église dans le nouveau quartier de l'Ouest;
- 7° Construction d'une caserne de pompiers ;
- 8° Intervention complémentaire de l'État dans certaines parties des installations maritimes.

La Commission n'entendait nullement faire insérer dans la loi l'énumération détaillée des ouvrages auxquels les crédits sollicités devront être affectés. Mais il lui semblait nécessaire que les objets de ces crédits fussent déterminés, au moins quant à leur espèce, et M. le Ministre des Finances constate lui-même que telle est la pratique suivie.

Or, le projet de loi met à la disposition du Gouvernement cinq millions pour Ostende et deux millions pour Spa, en le chargeant d'en déterminer l'emploi et de fixer les conditions auxquelles celui-ci sera subordonné.

Mais, la lettre et la note de M. le Ministre des Finances indiquent avec précision les travaux d'utilité publique que les crédits sollicités ont en vue et c'est là, dit-il, un engagement de nature à donner toutes garanties au Parlement.

Dans ces conditions et à raison de l'urgence, la Commission ne croit pas devoir insister sur la question de *principe* visée dans sa lettre du 28 février 1902.

En conséquence, elle ne propose pas d'amender le projet.

La Chambre remarquera que le Gouvernement n'entend nullement s'engager à servir purement et simplement aux villes d'Ostende et de Spa les cinq et les deux millions qui seraient mis à sa disposition par le Parlement respectivement au profit de chacune de ces deux villes. Non seulement il stipule, dans l'Exposé des motifs, qu'« il pourra subordonner l'emploi de ces fonds aux conditions qu'il jugera convenables », mais il ajoute qu'« il se réserve d'apprécier le degré d'utilité et d'urgence des objets en vue desquels des

subsidés lui seront demandés », qu' « il aura soin de veiller à ce que les administrations de ces villes ne rejettent pas sur le trésor de l'État des charges qui doivent, normalement, être supportées par leurs contribuables », et encore qu' « il ne peut être question d'assurer l'équilibre du budget ordinaire d'Ostende et de Spa à l'aide des subsides dont il s'agit ».

La Commission spéciale prend acte de ces déclarations.

Elle est, d'autre part, persuadée que, si l'attente du Parlement venait à être déçue en ce qui regarde les effets de la nouvelle loi sur le jeu — que si, en d'autres termes, les villes d'Ostende et de Spa gardaient, plus ou moins transformée, l'organisation actuelle de leurs jeux et les ressources anormales qu'elles en ont retirées jusqu'aujourd'hui — le Gouvernement refuserait de leur servir les sommes dont la Législature ne l'autorisera évidemment à disposer en leur faveur que pour le cas où elles seraient effectivement atteintes dans leur situation financière par la dite nouvelle loi.

Sous réserve des observations qui précèdent, la Commission spéciale a l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter le projet de loi, qu'elle a admis elle-même à l'unanimité des cinq membres présents.

Le Rapporteur,

Jos. HOÏOIS.

Le Président,

A. BEERNAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 APRIL 1902.

Ontwerp van wet om eene som van zeven millioen frank ter beschikking van de Regeering te stellen, ten einde buitengewone toelagen te verleenen aan de steden Oostende en Spa (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JOS. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

De Commissie, gelast met het onderzoek van een vroeger wetsontwerp op het spel, had gedacht, evenals de Kamer het op hare beurt deed, dat dit ontwerp uitsluitend bepalingen van strafrechterlijken aard moest behelzen.

Echter had de verslaggever, eene zijner vroegere verklaringen ter Kamer herhalende, in het verslag door hem op 28 Juni 1891 ingediend, gezegd : « Niets belet, door middel der buitengewone begrooting, de gemeenten ter » hulp te komen, welker toestand, ten gevolge van de goedkeuring dezer » wet, bij voorkomende gelegenheid den bijstand van den Staat zou ver- » gen. » Zelfs had de Commissie hem verzocht er bij te voegen « dat zij het » oordeel had uitgebracht dat er, naar haar gevoelen, in beginsel geen » bezwaar kan ingebracht worden tegen het verleenen van toelagen aan » gemeenten, door de toepassing der wet op het spel getroffen. »

't Is op grond van deze verklaringen en van de zienswijze anderzijds op 13 Augustus 1901 uitgedrukt, namens de vereenigde Commissiën van den Senaat, dat de Regeering ter Kamer een wetsontwerp neerlegde, om over zeven millioen te mogen beschikken voor buitengewone toelagen ten behoeve der steden Oostende en Spa.

De Commissie acht het billijk, dat de Regeering, rekening houdende met vroegere beslissingen der Kamer en met het verschil der onderlinge toestan-

(1) Wetsontwerp, n^o 59.

(2) De Commissie bestond uit de heeren BEERNAERT, voorzitter, NERINCKX, DECOCQ, FREDERIK DELVAUX, HOÏOIS, CARTON DE WIART, VANDERVELDE.

den, de gansch uitzonderlijke bepalingen, die zij ten voordeele van Spa en Oostende verlangde, niet tot nog andere steden had uitgestrekt.

Wellicht ware dit logisch geweest, hadde het in hare bedoeling gelegen aan Oostende en Spa eene eigenlijke vergoeding te schenken, wegens den slag, dien de nieuwe wet toebrengt aan de huidige inrichting^{hunner} speelkringen. Doch dien aard dacht de Regering daar niet te moeten aan geven. En, hadde zij het gedaan, ze kon onmogelijk op instemming van de Kamer rekenen. Deze had immers onlangs, bij monde van een aantal harer leden, herhaaldelijk en duidelijk te verstaan gegeven, dat, al verleende zij mogelijkerwijs Oostende en Spa geldelijken onderstand, deze niet zou te beschouwen zijn als eene vergoeding, want dit ware niet te rechtvaardigen door de omstandigheid dat zich op hun grondgebied houders van speelhuizen hadden gevestigd, behendig genoeg om de bestaande strafwet te ontgaan.

Al verklaart de Regeering dat zij tracht « de geldelijke moeilijkheden te bestrijden, welke voor haar zullen spruiten uit de toepassing der wet op het spel », toch voegt zij er in de Memorie van toelichting bij, dat « het niet de bijzondere belangen van die twee steden zijn, welke uitsluitend den buitengewonen maatregel rechtvaardigen; gansch eene zijde van onzen huishoudelijken toestand is er in betrokken, want in de algemeene huishoudkunde van het land spelen Oostende en Spa eene gewichtige rol, ten gevolge van de uitgaven, gedaan door de rijke vreemdelingen, welke zij naar België lokken. »

Bijgevolg ziet de Commissie in het wetsontwerp niets anders dan een wezenlijk toevoegsel aan het ontwerp van buitengewone begrooting. De voor Oostende en Spa gevraagde toelagen schijnen haar enkel te moeten strekken om werken van openbaar nut te laten uit voeren, waarvoor niets belet toelagen te verleen. Zijn die toelagen grooter dan naar 't gewoon gebruik en de bestuursregelen, door de practijk bekrachtigd, er mag ook rekening gehouden worden met het voordeel, opgeleverd door het aantrekken van zooveel vreemdelingen als mogelijk naar Oostende en Spa.

Gansch anders ware het, zoo de Regeering ooit hadde bedoeld Staats-toelagen te verleen voor loutere werken van weelde.

Het ontwerp geeft niet eens den aard op van de werken, waaraan de zeven millioen, aan de Kamers gevraagd, moeten besteed worden. Daarom ook, en uitgaande van de wensch om de Kamer in te lichten en dezer voorrechten volkomen te vrijwaren, stelde de Commissie er prijs op dienaangaande duidelijke uitleggingen te erlangen.

Dien ten gevolge gaf zij haren verslaggever den last om den heer Minister van Financiën navolgenden brief te sturen :

28 Februari 1902.

MIJNHEER DE MINISTER,

De bijzondere Commissie is het met de Regeering eens, dat de voor Oostende en Spa gevraagde toelagen in geen geval mogen dienen om de

gewone begrooting dier steden in evenwicht te brengen, maar moeten besteed worden aan buitengewone werken.

Doch zij vraagt zich af, waarom het aanduiden van die werken uitsluitend dient overgelaten aan het oordeel van de Regeering. Op de wetgevende Kamers berust de taak 's lands uitgaven te bepalen en na te zien; zij mogen de begrootingen maar artikel bij artikel aannemen, en hebben het recht ieder artikel te wijzigen en te splitsen. Het blijkt niet, dat er hier eene enkele reden bestaat om af te wijken van dat grondbeginsel van ons openbaar recht.

De Commissie verzocht mij u haar gevoelen daarover te doen kennen.

Zij denkt, dat in de wet dient aangeduid waaraan de gevraagde kredieten moeten besteed worden. Zij verzoekt u haar de omstandige opsomming er van te doen geworden.

Aanvaard, Mijnheer de Minister, de uitdrukking mijner hoogachting.

Jos. Hoxois.

De heer Minister van Financiën liet aan de Commissie het volgende antwoord geworden.

Brussel, 30 April 1902.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Bij dezen heb ik de eer te antwoorden op uwen brief, namens de bijzondere Commissie, die gelast is met het onderzoek van het wetsontwerp, waarbij ter beschikking der Regeering eene som van 7 millioen wordt gesteld, voor buitengewone toelagen aan de steden Oostende en Spa.

Inderdaad, Mijnheer de Verslaggever, berust, zooals gij het herinnert, op de Kamers de taak 's lands uitgaven te bepalen en na te gaan. Ik denk echter niet dat het wetsontwerp, zooals het is opgevat, van dit beginsel afwijkt. De aangevraagde som moet immers niet strekken tot het bekostigen van zekere bepaalde werken, maar is eene geldelijke bijdrage van den Staat, ten voordeele van de twee vernoemde steden, tot beloop van de som, voor elk harer aangeduid, bij wijze van toelagen, uitsluitend besteed aan hare buitengewone uitgaven. Dus heeft de Wetgeving niet *in 't bijzonder* uitspraak te doen over uitgaven in verband met bepaalde werken — die feitelijk gemeentelijke uitgaven zijn, — maar over een krediet in den aard van die, welke bestemd zijn voor de verschillende toelagen, in onze begrootingen voorzien.

Talrijk zijn de toelagen, Mijnheer de Verslaggever, door den Staat toegekend, namelijk aan gemeenten — buiten die, welke de Regeering verleent aan maatschappijen en aan bijzonderen — en het totaal er van bedraagt jaarlijks eene overgroote som : om zich daarvan te overtuigen, hoeft men enkel eenen oogslag te werpen op de begrootingen van Binnenlandsche Zaken, van Justicie en van Landbouw (toelagen voor 't bouwen van scholen, van kerken, voor de wegenis, enz.)

De uitgaven van den Staat, in verband met die toelagen, worden door de

Kamer verleend mits eenvoudige aanduiding van den aard van 't voorwerp. De Kamers verleenen geene bepaalde toelage aan eene bepaalde gemeente voor eene bepaalde uitgaaf, die zij bijzonder nuttig hebben bevonden; zij stellen ter beschikking van de Regeering zekere sommen, gezamenlijk bestemd voor toelagen ten voordeele van zaken waarvan alleen de aard is bepaald.

Het wetsontwerp, Mijnheer de Verslaggever, schijnt mij dus hoegenaamd niet af te wijken van de onafgebrokene gewoonte met het oog op het toestaan van openbare uitgaven.

Naar de bewoordingen van uw schrijven, « vraagt de commissie zich af, waarom het aanduiden van die werken uitsluitend dient overgelaten aan het oordeel van de Regeering ». De Regeering dacht er zelfs niet aan, zich die volmacht te doen toekennen : zij verklaarde in de toelichting, dat de gelden, te harer beschikking gesteld, « uitsluitend worden besteed aan buitengewone werken van wegenis, van gezondmaking en van algemeen nut ». Daarenboven heb ik in mijn antwoord op de vraag naar inlichtingen vanwege de bijzondere Commissie, deze uitdrukking der toelichting ontwikkeld door aanwijzingen, om te doen uitkomen hoe de Regeering van zins is, zooals het ontwerp het zegt, « het gebruik te bepalen » van het te harer beschikking gestelde krediet.

De verklaringen in de Toelichting en de aanduidingen in de nota, die ik de eer had u den 19ⁿ dezer over te maken, en welke in het verslag opgenomen worden, zijn van aard om de Kamer alle wenschelijke waarborgen te geven.

Aandringen om in den tekst der wet de omstandinge opsomming te geven van de werken waaraan de toelagen moeten besteed worden, ware de oprechtheid der verbintenissen, door de Regeering uit eigene beweging aangegaan, in twijfel trekken.

Overigens doe ik opmerken, dat zoo iets feitelijk thans onmogelijk zou wezen : om de werken der Commissie te kunnen inwilligen, moeten het volledig programma, de plannen en de bestekken der werken, waarvoor toelagen zijn te verleenen, voorgoed door de belanghebbende gemeentebesturen opgemaakt en door de Regeering u goedgekeurd zijn.

Aanvaard bid ik u, Mijnheer de verslaggever, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

P. DE SMET DE NAEYER.

Ziehier daarenboven den tekst der *Nota* die de heer Minister van Financiën eenige dagen te voren aan de bijzondere Commissie had gezonden en die in voorgaanden brief wordt bedoeld :

NOTA.

Zooals de Toelichting zegt, worden de gevraagde kredieten uitsluitend besteed aan buitengewone werken van wegenis, van gezondmaking en van algemeen nut.

Voor Spa kan de Regeering thans geene volledige aanduidingen verstrekken over de werken van bedoelden aard. Toch kan zij nu reeds de navolgende opgeven :

- 1° Voltooing van het rioolnet en zuivering van het rioolwater ;
- 2° Oven voor 't verbranden van stads vuilnis ;
- 3° Algeheele herstelling der straten ;
- 4° Oprichting van eene nieuwe middelbare school ;
- 5° Verbetering der Koninkplaats ;
- 6° Aankoop van den « *Jardin des Roses* » en belendende huizen.

Voor Oostende antwoordt de volgende opsomming op de gestelde vraag :

- 1° Kasseiing der nieuwe straten op het ingelijfde grondgebied, en verbetering der kasseiwerken in de oude stad ;
- 2° Verbetering van den toegang der stad in de omgeving der statie ;
- 3° Maken van een nieuw rioolnet ;
- 4° Bezorgen van drinkbaar water aan de stad ;
- 5° Voltooing der Sint-Pieter en Pauwel kerk ;
- 6° Bouwen eener kerk in de nieuwe Westerwijk ;
- 7° Oprichting eener kazerne voor de brandweer ;
- 8° Aanvullende toelagen van den Staat voor zekere gedeelten der havenwerken.

De Commissie bedoelde hoegenaamd niet, in de wet omstandig de werken te doen opsommen, waaraan de gevraagde kredieten moeten besteed worden. Evenwel achtte zij het noodig het voorwerp van die kredieten te doen bepalen, ten minste wat hunnen aard betreft, en de heer Minister van Financiën zelf zegt dat dit ook steeds geschiedt.

Welnu, het wetsontwerp stelt ter beschikking van de Regeering vijf miljoen voor Oostende en twee miljoen voor Spa, en gelast haar het gebruik er van te bepalen, evenals de voorwaarden waarvan dat gebruik zal afhangen.

Doch de brief en de nota van den heer Minister van Financiën duiden bepaald de werken van openbaar nut aan, door de gevraagde kredieten voorzien, en dat is, zegt hij, eene verbintenis die de Kamer alle waarborgen moet geven.

Dit zoo zijnde, en gezien het dringende der zaak, denkt de Commissie niet verder te moeten aandringen op het *beginnel*, bedoeld in haren brief van 28 Februari 1902.

Dien ten gevolge stelt zij dan ook geene amendementen voor.

De Kamer zal bemerken, dat de Regeering zich niet wil verbinden om Oostende en Spa doodeenvoudig de vijf en de twee miljoen uit te betalen, die de Kamer wederzijds ten voordeele van beide steden te harer beschikking zou stellen. Niet alleen bepaalt zij in de toelichting dat « zij het gebruik dier gelden mag doen afhangen van de voorwaarden welke zij raadzaam acht », doch zij voegt er bij, dat « zij zich het recht voorbehoudt » om den graad te beoordeelen van nuttig- en dringendheid der ontwerpen, waarvoor haar toelagen worden gevraagd, en zorg zal dragen te waken, dat bovengemelde besturen niet ten laste van Staatsschat leggen hetgeen, op normale wijze,

door hunne schatplichtigen dient gedragen te worden » en verder: dat «/er geen spraak kan van zijn de gewone begrooting van Oostende en van Spa in evenwicht te brengen dank aan bedoelde toelage. »

De bijzondere Commissie neemt akte van deze verklaringen. Anderzijds is zij overtuigd, dat moest de verwachting van het Parlement worden te leur gesteld over de gevolgen der nieuwe wet op 't spel — dat, anders gezegd, moesten Oostende en Spa, onder eenen min of meer nieuwen vorm, de huidige inrichting hunner speelkringen behouden en dus ook de buitengewone winsten die zij er tot hiertoe uit trokken, — de Regeering weigeren zou de sommen te verleen, waarover de Kamer haar ongetwijfeld slechts zal laten beschikken ten harer voordeele, voor zooveel die steden werkelijk door bedoelde nieuwe wet getroffen worden in haren geldelijken toestand.

Mits deze voorbehoudingen, heeft de bijzondere Commissie de eer de Kamer voor te stellen, het wetsontwerp goed te keuren, dat zij zelf bij eenparigheid der vijf aanwezige leden aannam.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.

